



Le Burundi célèbre le 59ème anniversaire de l'indépendance



sulaire accrédités au Burundi.

Les cérémonies se sont poursuivies à la place de l'indépendance où le Couple Présidentiel et le Doyen du corps diplomatique ont également

déposé des gerbes de fleurs. Les cérémonies proprement dites se sont déroulées au Boulevard de l'indépendance, près du stade Intwari, en Mairie de Bujumbura.

Après le passage des troupes en revue par le Chef de l'Etat, s'est suivi un long défilé riche en couleurs. Les cérémonies ont été également agrémentées par le tambour burundais, les danseurs Intore de Kirundo, les parachutistes, et des jeux militaires et policiers en vue de prouver que le pays peut compter sur ses fils et filles pour assurer la sécurité intérieure du pays et protéger les limites du pays.

(Source: www.presidence.gov.bi)

Dans ce numéro:

page

Le Burundi célèbre le 59ème anniversaire de l'indépendance

1

Présentation des Lettres de Créance: Le Bangladesh ouvre sa représentation au Burundi

2

La Première Dame prend part au Sommet annuel du Burundi de la Fondation MERCK 2021

3

Lancement des concertations nationales sur les systèmes alimentaires

5

Ouverture de la semaine diplomatique édition 2021

6

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE INTÉGRÉE DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (MINUSCA) : HONORER LE SACRIFICE DU BURUNDI POUR LA PAIX EN RCA

8

La CNIDH notifiée de sa ré-accréditation au statut A

9

Présentation des Lettres de Créance: Le Bangladesh ouvre sa représentation au Burundi



Le Chef de l'Etat, Son Excellence Evariste Ndayishimiye a reçu, ce lundi 28 juin 2021, les Lettres de Créance de Mr Nazrul Islam, Premier Ambassadeur du Bangladesh au Burundi, avec résidence à Addis Abeba en Ethiopie.

Cette nouvelle représentation au Burundi va « donner un nouvel élan aux relations de coopération entre le Burundi et le Bangladesh », a indiqué le Diplomate Bengalis.

Outre l'échange d'expertise en matière d'agriculture, l'Ambassadeur Nazrul a promis de tout mettre en œuvre pour stimuler les investissements, faciliter les échanges commerciaux et la coopération dans le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication et dans le domaine de la médecine.

Le Président Evariste Ndayishimiye a également accordé une audience au Nouvel Ambassadeur du Zimbabwe, Prof. Charity MANYERUKE ayant la résidence à Kigali, à celui de la Corée du Sud, Mr Jin-Weon CHAE, résidant également à Kigali, à l'Ambassadeur Vénézuélien, Mr Modesto Ruiz Espinoza, ayant la résidence à Addis Abeba, à l'Ambassadeur de l'Angola, Mr Sandro Renato Agostinho de Oliveira résidant à Dar Es Salaam ainsi qu'à l'Ambassadeur d'Oman, Mr Ali Bin Abdallah Bin Salim Al Mahruqi, résidant à Dar Es Salaam, qui

venaient également présenter leurs Lettres de Créance.

Ces nouveaux diplomates accrédités au Burundi ont promis de travailler en étroite collaboration avec le Gouvernement Responsable et Laborieux pour renforcer les relations d'amitié et de coopération qui existent déjà entre leurs pays et le Burundi dans l'intérêt du peuple Burundais et celui de leurs peuples respectifs.

Pour les pays comme le Zimbabwe et le Venezuela qui, comme le Burundi, sont victimes des sanctions imposées par la Communauté Internationale, leurs ambassadeurs entendent fournir beaucoup d'efforts afin de promouvoir une entraide mutuelle entre le Burundi et leurs pays respectifs conduisant à la lutte contre la pauvreté.

L'Ambassadeur Vénézuélien a particulièrement tenu à féliciter le Chef de l'Etat pour avoir géré avec succès la pandémie du COVID-19 au Burundi. Il lui a par ailleurs fait part du souhait du Président Vénézuélien de permettre aux Ministres en charge des Affaires Étrangères du Burundi et du Venezuela de se rencontrer afin d'analyser ensemble les voies et moyens de renforcer la coopération économique.

Échangeant avec l'Ambassadeur Zimbabwéen, Son Excellence le Président de la République a laissé entendre que le Burundi compte sur l'appui du Zimbabwe quant à son adhésion à la SADEC.

(Source: www.presidence.gov.bi)

Le Président de la République engagé dans la lutte contre la faim



Le Président de la République S.E Evariste Ndayishimiye a rencontré le mardi 28 juin 2021, dans la province de Gitega, les responsables dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement pour échanger sur la sécurité alimentaire et l'augmentation de la production afin de mettre en application son slogan "que chaque bouche ait à manger et chaque poche ait de l'argent".

Dans son exposé sur l'état des lieux, le Ministre en charge de l'agriculture et de l'élevage Ir Déo Guide Rurema a fait savoir qu'ils sont à l'œuvre tout en encadrant les agriculteurs regroupés dans des coopératives et en les sensibilisant sur la mise en commun des terres cultivables afin d'augmenter la production.

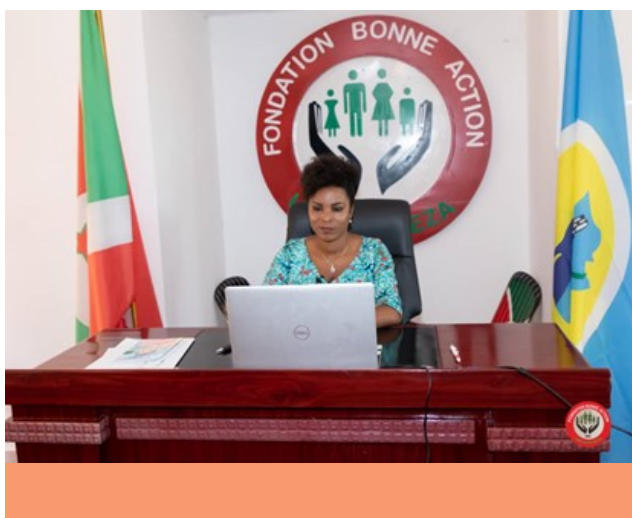
Le Ministre Déo Guide Rurema, a indiqué que les agriculteurs ont salué la mesure prise par le Gouvernement de réglementer le prix du maïs. Il a saisi l'occasion pour demander de faire de même pour les autres denrées alimentaires, tel que le riz, le haricot, et autres.

Prenant la parole, le Président de la République Evariste Ndayishimiye s'est dit engagé dans la lutte contre la faim au Burundi et a demandé aux prestataires du secteur de l'agriculture de lui emboîter le pas. Il leur a rappelé qu'ils ont la mission d'augmenter la production agricole tout en protégeant le sol.

Le Président de la République a ensuite annoncé que désormais toutes les terres cultivables d'au moins deux hectares et qui ne sont pas exploitées qu'elles soient privées ou de l'Etat, doivent être cédées aux agriculteurs en coopératives pour être exploitées. Pour ceux qui ont des terres cultivables d'au moins deux hectares et qui ne sont pas capables de se procurer du fumier et des semences sélectionnées, le Chef de l'Etat a exhorté le Ministère en charge de l'agriculture de les leur octroyer sous forme de crédit remboursable après la vente de la récolte.

(Source: www.rtnb.bi)

La Première Dame prend part au Sommet annuel du Burundi de la Fondation MERCK 2021



Son Excellence Angeline Ndayishimiye, Première Dame du Burundi, a rehaussé de sa présence par vidéoconférence, le Sommet Annuel du Burundi – Fondation MERCK 2021. Ce sommet a pour objectif d'évaluer les réalisations et de se fixer les perspectives d'avenir du partenariat de la Fondation MERCK et le Burundi.

Dans son allocution d'ouverture, la Première Dame du Burundi a dit être reconnaissante de l'impact significatif du partenariat avec la Fondation MERCK dans la transformation des soins aux patients en termes de

formation spécialisée pour les médecins, de la formation et mentorat pour les partenaires médias afin d'améliorer leur rôle essentiel dans la sensibilisation efficace de la communauté.

Elle a également souligné que la Fondation Merck et la Fondation Bonne Action UMUGIRANEZA ont mis en œuvre des plans communs pour renforcer les capacités de santé, sensibiliser par le biais des partenaires médias et les réseaux sociaux pour autonomiser les filles à travers l'éducation et briser la stigmatisation liée à l'infertilité et autonomiser les femmes infertiles grâce à l'accès à l'information, à l'éducation, au changement de mentalité.

La Première Dame du Burundi a aussi souligné qu'à travers la campagne « Merck Plus Qu'une Mère », un pas très important sera marqué en formant 10 premiers spécialistes en fertilité et en embryologie au Burundi. Cela va permettre l'établissement d'une plate-forme solide pour aider les couples infertiles au Burundi.

En tant qu'Ambassadrice de la Fondation « Merck Plus Qu'une Mère », la Première Dame du Burundi a promis de travailler en collaboration avec les ministères pour sensibiliser les communautés des zones rurales afin de mieux comprendre le phénomène d'infertilité.

Elle a d'ailleurs confié que c'est dans ce même cadre que la Fondation Bonne Action UMUGIRANEZA a organisé le 14 avril dernier, à Bujumbura, un atelier de sensibilisation sur la problématique de l'infertilité et les approches de prise en charge, à l'intention des hauts cadres du Gouvernement, des Parlementaires et Sénateurs, des Représentants des confessions religieuses et des hauts gradés de l'armée et de la police.

Son Excellence Angeline Ndayishimiye a invité la population burundaise à cesser de blâmer les femmes pour infertilité car elles sont soumises à des violences physiques et psychologiques, bien que 50% des infertilités soient dues aux hommes. La Première Dame du Burundi a demandé aux Burundais d'encourager les hommes à parler et à discuter ouvertement de leurs problèmes d'infertilité et à savoir que la fertilité est une responsabilité partagée.

Elle a enfin invité tous les partenaires médiatiques et les gagnants des Prix de la Fondation MERCK à poursuivre leur voyage de sensibilisation à travers les médias, les réseaux sociaux qui sont très essentiels pour créer un changement de culture afin de briser la stigmatisation de l'infertilité et sensibiliser sur la prévention de l'infertilité.

(Source: www.presidente.gov.bi)

La Première Dame reçoit l'Ambassadeur des Etats Unis au Burundi



Ce 29 juin 2021, Son Excellence Angeline Ndayishimiye, Première Dame du Burundi, a reçu en audience l'Ambassadeur des Etats Unis d'Amérique au Burundi, Madame Mélanie H. Higgins. Cette dernière était venue s'informer sur les activités

de la Première Dame du Burundi et analyser ensemble les voies et moyens de collaboration entre l'Ambassade et l'institution de la Première Dame.

L'Ambassadeur Higgins a félicité la Première Dame pour ses réalisations et son engagement pour la promotion du bien-être des enfants et des femmes ainsi que des vulnérables. Elle a particulièrement évoqué deux programmes à travers lesquels les Etats Unis d'Amérique pourraient appuyer les activités de la Première Dame. Il s'agit de la campagne Malnutrition Zéro au Burundi, lancée en octobre dernier par Son Excellence Angeline Ndayishimiye. L'autre programme qui a beaucoup attiré l'attention de l'Ambassadeur Higgins, c'est le programme d'alimentation scolaire

dont la Première Dame est marraine. Bien que le Burundi ne figure pas sur la liste des pays bénéficiaires des appuis des Etats Unis d'Amérique en la matière, l'Ambassadeur Higgins a promis de plaider auprès de son pays pour que le Burundi soit inscrit sur la liste.

La Première Dame du Burundi a, à son tour, remercié l'Ambassadeur Higgins pour la visite et pour son appréciation sur les activités déjà réali-

sées. Elle a confié que son souhait est que tous les enfants du pays puissent bénéficier du programme d'alimentation scolaire. Elle a demandé à l'Ambassadeur Higgins de mobiliser les appuis allant dans le sens de la sensibilisation de la population sur la lutte contre la malnutrition car, selon la Première Dame la population ne souffre pas de faim mais de méconnaissance et de mauvaises habitudes alimentaires.

(Source: www.presidence.gov.bi)

Lancement des concertations nationales sur les systèmes alimentaires



La Primature a organisé mardi 29 juin 2021 un atelier de lancement des concertations nationales sur les systèmes alimentaires dans le cadre de la préparation du Burundi à la participation au sommet mondial sur les systèmes alimentaires. Le sommet mondial sur les systèmes alimentaires auquel le Burundi se prépare sera convoqué au mois de septembre par le Secrétaire Général des Nations Unies M. Antonio Guterres et aura lieu sous le thème : « La transformation des systèmes alimentaires est essentielle pour atteindre tous les 17 Objectifs de Développement Durable ODD ».

Selon le Directeur de Cabinet à la Primature, M. Déo Bède Mpfubusa, Délégué du Premier Ministre pour procéder à l'ouverture de cet atelier, les systèmes alimentaires concernent tous les acteurs et tous les processus impliqués dans l'agriculture et l'élevage, et les autres formes de productions alimentaires, la récolte, la transformation, l'emballage, la distribution, le stockage, la commercialisation, la consommation et l'élimination des déchets,

donc de la fourche à la fourchette, de l'étable à la table y compris le système de gestion des déchets. « Chacun a ainsi un rôle à jouer et nous avons tous la responsabilité de veiller à ce que ces systèmes fonctionnent correctement, sans laisser personne pour compte », a dit M. Déo Bède Mpfubusa Directeur de Cabinet à la Primature.

L'objectif de ce lancement des concertations nationales est de mobiliser toutes les parties prenantes des systèmes alimentaires burundais, à contribuer de manière effective aux réflexions sur des politiques et interventions à haut impact pour élaborer des voies nationales vers des systèmes alimentaires sains, durables, nutritionnels et résilients, afin que le Burundi puisse atteindre les objectifs nationaux et internationaux.

Au terme de ces concertations, les produits et les réflexions seront capitalisés dans un document qui servira de base aux autres concertations au niveau intermédiaire et périphérique. Les résultats de ces concertations, les données scientifiques disponibles au pays permettront d'avoir le document final qui sera validé en présence de toutes les parties prenantes et transmis à l'autorité ; ce qui va constituer le dossier technique de la délégation burundaise qui prendra part au sommet mondial sur les systèmes alimentaires prévus au mois de septembre 2021.

Concernant le Burundi, ce sommet sur les systèmes alimentaires est en droite ligne avec la volonté du Gouvernement de faire reposer la croissance économique du pays sur un secteur agricole, dynamique, diversifié et compétitif, a affirmé M. Richmond Tiemoko, Coordonna-

teur Résident du Système des Nations Unies au Burundi. Il se réjouit de noter que le Gouvernement a mis en place une structure de coordination des concertations qui, par la suite a été élargie aux partenaires, constituant ainsi une équipe mixte.

“Le Système des Nations Unies au Burundi réaffirme son engagement à soutenir autant que faire se peut le

processus de dialogue notamment en mettant à sa disposition son expertise et dans les limites du possible, un appui budgétaire pour la bonne mise en œuvre de cette importante initiative pour le pays et la planète entière”, a déclaré M. Richmond Tiemoko à l’ouverture de l’atelier.

(Source: www.rtnb.bi)

Ouverture de la semaine diplomatique édition 2021



Le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, M. Isidore Ntirampeba, a ouvert, au nom du Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement, le lundi 28 juin 2021, la Semaine Diplomatique édition 2021 en même temps 6ème édition. Le thème pour cette année est « une diplomatie économique à travers la promotion du partenariat public-privé et l’entrepreneuriat local pour la mise en œuvre du Plan National de Développement du Burundi 2018-2027 ».

M. Ntirampeba a précisé dans son discours que le thème choisi est le reflet des principales orientations du Gouvernement responsable et laborieux. Il s’agit d’une part d’œuvrer pour le renforcement du partenariat entre le secteur public et le secteur privé dans la réalisation des objectifs du PND à travers les relations internationales fondées sur la coopération économique. Il s’agit aussi de la conjugaison des efforts de

la population pour son auto-développement, a-t-il ajouté.

Selon M. Ntirampeba, la Semaine Diplomatique a pour objectif de faire connaître le Burundi avec sa beauté physique, son identité culturelle ainsi que les efforts consentis par le Gouvernement pour améliorer le bien-être de la population.

La Semaine Diplomatique offre également un moment particulier aux acteurs burundais de la diplomatie, aux membres du corps diplomatique et aux Représentants des Organisations Internationales et Régionales, d’échanger dans une atmosphère décontractée sur des questions nationales, régionales et internationales d’intérêt commun et fraterniser davantage. C’est en outre une occasion pour les diplomates résidant dans le pays d’être ensemble dans un contexte détendu et libre. Pour ceux qui ne résident pas au Burundi, c’est une occasion de découvrir les meilleurs de ce pays et de ce peuple.



Le Secrétaire Permanent au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération au Développement a

en outre fait savoir que le Président de la République du Burundi veut faire du Burundi un Etat laborieux. « C'est dans cette ligne que sont placés les différents sites à caractère économique ou porteurs de projets qu'ils allaient visiter, lesquels visent l'auto-emploi chez les jeunes comme solution au chômage et le soutien aux entreprises productrices en vue d'arriver à l'autosuffisance ». M. Ntirampeba a terminé ses

propos en rappelant aux diplomates de ne pas baisser la garde dans l'observation des mesures barrières contre la COVID-19 durant l'excursion. Il est à signaler que la semaine diplomatique édition 2021 a duré trois jours du 28 au 30 juin 2021.

(Source: ABPinfos N°12375)

Karusi: le Ministre en charge de la Santé Publique apprécie le travail des agents de santé communautaire



Le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA Dr Thaddee Ndikumana a procédé mardi le 29 juin 2021 à la distribution des vélos et un kit de matériel à 334 agents de santé communautaires du district sanitaire de Buhiga et à 188 agents du district sanitaire de Nyabikere dans la province sanitaire de Karusi pour leur faciliter le suivi de la santé de la population.

Ces agents de santé communautaire élus sur toutes les collines et sous-collines de toutes les provinces de Karusi ont reçu des vélos, des téléphones portables, des mégaphones, des bottes, des salopettes, des seaux poubelles, des lampes, Ari timer,... mais aussi des médicaments pour appuyer ces agents de santé communautaire qui, dans le plan national de développement sanitaire sont des intermédiaires entre la population et les structures de soins. La santé communautaire figure parmi les priorités du Gouvernement du Burundi.

Le Ministre en charge de la Santé Publique Dr. Thaddee Ndikumana apprécie le travail des agents de santé communautaire et la collaboration efficace et efficiente entre l'administration territoriale et l'administration sanitaire dans la province de Karusi qui se reflète par la bonne santé de la population de cette province.

Cette bonne collaboration a fait que, dans un intervalle d'un mois, aucun cas de COVID-19 ne s'est manifesté dans cette province grâce à l'effort collégial de cette trilogie. Le constat est le même pour d'autres pathologies comme le paludisme et les maladies des mains sales. Par le travail louable des agents de santé communautaire, le Gouvernement du Burundi leur demande d'agir en associations pour qu'il soit facile de les motiver.

Cette motivation est calculée par le travail accompli qui se manifeste par les rapports fournis aux structures de soins de tutelles qui acheminent ceux-ci à l'administration centrale afin de mesurer la motivation à leur donner. Ces fonds de motivation leur sont octroyés via les associations pour s'autofinancer dans les projets générateurs de revenus.

Le Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA, Dr Thaddee Ndikumana a effectué une visite de supervision sur le chantier de l'hôpital de district de Nyabikere où les travaux avancent normalement, le 1er bloc en construction sera réceptionné dans deux mois, selon le Superviseur de ce chantier. Quant au Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le SIDA Dr Thaddee Ndikumana, le Gouvernement du Burundi prévoit de continuer la construction d'autres blocs pour qu'en 2022 cet hôpital soit opérationnel.

(Source: www.rtnb.bi)

Lancement du processus de consultation sur la révision de la loi sur la presse au Burundi



Le Ministre en charge de la Communication Madame Marie Chantal Nijimbere a lancé le lundi 28 juillet 2021, un atelier du processus de consultation sur la révision de la loi sur la presse au Burundi.

Le motif du lancement de ce processus selon le Ministre de la Communication des Médias et de l'Information, est qu'il a été constaté que la loi en vigueur est lacunaire : suite à la nouvelle technologie de l'information, on voit la prolifération des médias en ligne qui ne sont pas stipulés dans cette loi, a indiqué

le Ministre en charge de la Communication.

Au cours de cet atelier de 3 jours, on abordera également le statut du journaliste et le statut des radios communautaires. La nouvelle loi devra également contenir plus de clauses de modération de certains contenu de You-tube qui portent atteinte à la culture burundaise, identifier des mesures de prohibition des films interdits à certaines catégories d'âges comme les mineurs, a précisé le Ministre en charge de la communication.

Comme le stipule l'article 23 du code de déontologie mis en place par les journalistes burundais, en considération de sa fonction et de responsabilités, le journaliste a droit non seulement aux bénéfices de convention collective, mais aussi d'un contrat individuel assurant la sécurité matérielle et morale ainsi qu'à une rémunération qui garantit son indépendance économique, a précisé le Ministre en charge de la Communication.

(Source: www.rtnb.bi)

MISSION MULTIDIMENSIONNELLE INTÉGRÉE DES NATIONS UNIES POUR LA STABILISATION EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (MINUSCA) : HONORER LE SACRIFICE DU BURUNDI POUR LA PAIX EN RCA



Ce sont au total 750 membres du bataillon burundais de la MINUSCA qui

ont reçu, le jeudi 1er juillet 2021 à Sibut (préfecture de la Kémo), la médaille des Nations Unies, honorant leur contribution au retour de la paix en RCA. Un évènement haut en couleur qui s'est déroulé sous la présidence du Commandant de la Force de la Mission, le Général de corps d'armée, Daniel Sidiki Traoré. « C'est un jour mémorable pour nous », souffle un officier qui s'apprête à recevoir la première décoration onusienne de sa carrière de casque bleu.

En plus de la distinction honorifique qui leur est décernée, c'est une journée qui marque également la commémoration de l'indépendance du Burundi.



Pour joindre l'utile à l'agréable, les récipiendaires ont sorti non pas seulement les plus belles parures et couleurs, mais aussi les tambours qui accompagnent la danse guerrière, leur patrimoine culturel, comme

pour conjurer tous les défis auxquels ils ont fait face ou qui viendraient se dresser sur leur chemin. « Votre déploiement dans cette mission est intervenu à point nommé, alors que le pays traversait une phase très importante qu'était le processus des élections générales 2020-2021 », a témoigné le Général Traoré. Le Chef de la Force de la MINUSCA a ensuite rappelé la bonne conduite du contingent burundais lors des opérations majeures à Dekoa, Sibut, Damara, et Grimari, lors des attaques des éléments de la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) en décembre 2020 et janvier 2021.

Depuis son déploiement dans la mission le 26 juillet 2020, le bataillon, commandé par le Lieutenant-colonel Jean-Pierre Hakizimana a consenti d'énormes sacrifices. Il a perdu cinq de ses soldats. De braves hommes tombés sur le champ d'honneur en RCA, lors d'affrontements contre des groupes armés. « Nous avons une pensée particulière pour eux. Ils ont consenti au sacrifice suprême en tombant vaillamment les armes à la main sur le champ d'honneur », a dit le

Général Traoré en s'inclinant. Au-delà des aspects opérationnels, le bataillon a également mené diverses autres actions dont des activités civilo-militaires, et des sensibilisations dans les localités de Kaga-Bandoro, Ndomete, Damara, Grimari, entre autres. Des gestes tout à fait naturels, selon le Lieutenant-colonel Hakizimana. « Nos interventions ont été souvent appuyées par des gestes de matérialisation des valeurs africaines d'UBUNTU, notamment l'organisation des journées de consultation et de soins gratuits aux populations », a-t-il soutenu.

Notons que la communauté burundaise en Centrafrique était également de la partie. Elle était représentée par l'Ambassadeur Adolphe Nahayo, par ailleurs Représentant spécial du Président de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) en RCA.

(Source: <https://minusca.unmissions.org/honorer-le-sacrifice-du-burundi-pour-la-paix-en-rca>)

La CNIDH notifiée de sa ré-accréditation au statut A



À travers une déclaration rendue publique par le Président de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH), Dr. Sixte Vigny Nimuraba, la CNIDH a annoncé à l'opinion nationale et internationale qu'elle a été notifiée le 28 juin 2021

de sa ré-accréditation au statut A par le SCA.

La CNIDH remercie la population burundaise qui n'a jamais cessé de lui témoigner la confiance dans l'accomplissement de ses missions. La CNIDH se réjouit que le Burundi reste soucieux d'honorer ses obligations internationales inhérentes à la protection et la promotion des droits de l'homme. Elle exprime sa gratitude à l'endroit du Gouvernement du Burundi qui lui a apporté l'assistance et les moyens nécessaires pour l'accomplissement de sa mission.

La CNIDH salue l'action de l'organisation RINADH, de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union Africaine, de la Société Civile Burundaise, des Partenaires Techniques et Financiers Nationaux et Internationaux pour leur soutien indéfectible. Elle remercie les médias qui l'ont toujours accompagnée dans

l'accomplissement de sa mission.

La CNIDH réaffirme son engagement à bien accomplir sa triple mission, à savoir: la protection, la promotion et le rôle consultatif dans le domaine des droits de l'homme. Elle lance enfin un appel vibrant à tous les

Burundais de travailler en synergie pour faire du Burundi un Etat légendaire dans le respect des droits de l'homme en combattant toute personne qui tenterait de porter atteinte aux droits de l'homme.

(Source: www.rtnb.bi)

Cérémonie d'inauguration de la salle de Karaté Dojo à Bujumbura de la Fédération Burundaise de karaté



Le mardi 29 juin 2021, l'Ambassadeur du Japon au Burundi Son Excellence Monsieur Masahiro IMAI et le Directeur Général de la Jeunesse, des Sports et de la Culture Monsieur Samuel NIYUBAHWE, ont procédé à l'inauguration de la salle de karaté Dojo de la Fédération Burundaise de Karaté « FEBUKA ».

Cette salle se trouve au quartier Kiyange, Zone Buterere, Commune Ntakangwa en Mairie de Bujumbura, et a été construite grâce à un don d'un montant de 90,22USD qui avait été signé le 10 septembre 2019 à Bujumbura entre l'Ambassade du Japon au Burundi et la Fédération Burundaise de Karaté « FEBUKA ». Ce don avait comme objectif d'assurer la mise en œuvre des activités de la construction de la salle de sport de la Karaté Dojo et la construction d'un bloc sanitaire.

Le Président de la Fédération Burundaise de Karaté Monsieur Christophe NKURUNZIZA et le Conseiller chargé des Affaires Sociaux et Culturels dans le Cabinet du Maire de la ville de Bujumbura Monsieur Christophe KINSHASA ont tous remercié le Gouvernement du Japon à travers l'Ambassade du Japon au Burundi pour avoir financé le projet de construction de ce Dojo. Le Président de la Fédération Burundaise de Karaté Monsieur Christophe NKURUNZIZA a rappelé que la Fédération de Karaté compte 3326 pratiquants en 66

clubs et l'équipe nationale occupe la 1^{ère} place au niveau des compétitions régionales (Zone 5) depuis 2007 et dans les jeux de la Communauté Est Africain avec des médailles d'argent et de bronze aux jeux Africains de la jeunesse d'Alger 2018, 3^{ème} place en kata 2 fois et 3 athlètes classés 5^{ème} au Ranking continental à Yaoundé 2017 ; 11^{ème} place sur 158 pays participants au championnat du monde et avec deux certificats en arbitrage et en coach.

Selon Monsieur Christophe NKURUNZIZA, la construction de la salle de Karaté va leur permettre de poursuivre leur projet de faire ce terrain un centre de développement du Karaté au Burundi et dans la Communauté Est Africaine. Le premier centre va leur faciliter le développement de la pratique et le développement des effectifs dans tout le pays via les stages et différents organes.



Dans son discours, l'Ambassadeur du Japon au Burundi Son Excellence Monsieur Masahiro IMAI a déclaré que le Japon et le Burundi ont établi des relations bilatérales solides, qui sont belles et bien symbolisées par plusieurs projets réalisés dont l'aménagement du Port de Bujumbura.

Monsieur Samuel NIYUBAHWE, Directeur Général de la Jeunesse, des Sports et de la Culture qui a représenté le Gouvernement du Burundi a remercié le Gouvernement du Japon pour son implication dans la réussite de ce projet de construction de la salle de Karaté Dojo en faveur de la jeunesse burundaise. Le Gouvernement du Burundi reconnaît les efforts que le Japon n'a jamais cessé de fournir pour que le Burundi bénéficie de ce don en Dojo.

Dans le cadre de la pérennisation du présent projet, il a souhaité que le Japon prenne le devant aussi dans le renforcement des capacités des entraîneurs burundais en vue de faciliter la détection des jeunes talents en Karaté dans tout le pays. Il a également exprimé le souhait de bien aménager cet endroit afin qu'il puisse être un centre régional de rayonnement pour servir d'autres jeunes Karatekas de la sous-région.
(Source: Rédaction-MAECD)

VISITE DE TRAVAIL DE S.E.M. L'AMBASSADEUR DU BURUNDI EN FRANCE A LA MAIRIE DU MANS



Le vendredi 18 juin 2021, dans le cadre de la reprise de la coopération avec la région des

Pays de la Loire dans divers domaines, S.E.M. Ernest NIYOKINDI, Ambassadeur du Burundi en France, a effectué une visite de travail le 18 juin 2021 dans la Mairie du MANS, une des villes de la Région des Pays de la Loire.

L'Ambassadeur a été reçu par Monsieur Stéphane LE FOLL, Maire de la Ville du Mans, ancien Ministre de l'Agriculture de 2012 à 2017 et son équipe.

Après le mot d'accueil du Maire, dans lequel ont été détaillés les grands secteurs qui pourraient faire l'objet de coopération, la parole a été donnée à l'Ambassadeur du Burundi en France. Ce dernier a fait un aperçu général de la situation socio- politico- économique du pays et a salué l'initiative de la reprise de la Coopération entre les Pays de la Loire et le BURUNDI.

Dans le domaine de la santé : il a été convenu de la réalisation d'un projet de coopération entre la ville du MANS et celle de BUJUMBURA.

Ce projet consisterait dans la prise en charge des maladies telles que les hépatites B et C en plus du VIH - SIDA avec comme cible les mères et les enfants.

Pendant les discussions, il a été signalé les actions

qui seraient réalisées entre autres : déterminer les actions de formation des techniciens nécessitant la venue sur place des formateurs et celles pouvant être assurées par visioconférence, étudier la possibilité de faire intervenir les formateurs sur place, préciser les besoins locaux en collaboration avec les techniciens locaux exerçant dans le domaine de la santé, réaliser un état des lieux au niveau de la ville de Bujumbura, inventorier les infrastructures, lister le niveau de prise en charge, transmettre les données à la Mairie du Mans.

Prenant la parole, S.E.M. l'Ambassadeur a promis de mettre en contact l'équipe de la Mairie du Mans et l'autorité du Ministère en charge de la Santé au BURUNDI pour discuter des modalités pratiques de faisabilité du projet.

Compte tenu des opportunités qu'offre la ville du Mans, il a été convenu d'explorer les possibilités de signer un partenariat de coopération dans les domaines de Santé, d'Agroalimentaire et de Recherche universitaire.

La visite s'est clôturée par l'échange de cadeaux et les deux parties se sont accordées de se retrouver au mois de septembre 2021 pour continuer les discussions afin d'aboutir à un Document de Partenariat qui permettra de mettre en œuvre certaines actions d'intérêt commun dans les secteurs ci-haut cités.

(Source : Ambassade du Burundi à Paris)

La défense des intérêts mutuels entre la Chine et le Burundi, un des piliers de leur coopération, selon l'Ambassadrice de la République populaire de Chine au Burundi



L'Ambassadrice de la République populaire de Chine au Burundi, Madame Zhao Jiangping, a évoqué, dans le cadre du 100ème anniversaire de la fondation du Parti Communiste Chinois (PCC), le soutien mutuel entre le Burundi et la Chine pour la défense de leurs intérêts communs.

La Chine a parlé haut et fort pour défendre les intérêts vitaux du Burundi au Conseil de Sécurité de l'ONU et au Conseil des Droits de l'Homme, y compris pour son retrait de l'agenda du Conseil de Sécurité, a-t-elle indiqué.

Pareillement, les Chinois n'oublieront jamais, que les amis burundais ont accordé leur ferme soutien sur des questions touchant aux intérêts vitaux et aux préoccupations majeures de la Chine, et ont fait entendre au mieux sa voix la plus forte dans les enceintes internationales, tout en s'opposant à l'hégémonisme, a-t-elle ajouté.

L'Ambassadrice de la République populaire de Chine au Burundi a relevé que le PCC accorde une grande importance aux échanges des expériences sur la bonne gouvernance et au renforcement de la capacité de développement autonome. S'agissant de l'implication de la Chine dans ce cadre, Madame Zhao Jiangping a rappelé quelques dates: signature du premier accord de coopération économique et technique sino-burundais en 1972 ; financement en 1977 de la construction de la Centrale hydroélectrique de Mugere; construction en 1985 du Centre de formation artisanale de Kamenge.

L'Ambassadrice de la République populaire de Chine au Burundi a souligné que cette coopération bilatérale est basée sur le principe de la non-ingérence de la Chine dans les affaires internes des pays africains. Le principe qu'elle a qualifié de « Cinq Non », comme l'a lancé le Président chinois Xi Jinping, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture du sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine en septembre 2018.

Il s'agit, pour la République populaire de Chine, de « ne pas s'ingérer dans la recherche d'une voie de développement adaptée à leurs conditions nationales par les pays africains », d'après cette déclaration sortie par l'Ambassadrice de la République populaire de Chine au Burundi. Ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures africaines, ne pas imposer sa volonté à l'Afrique. Il s'agit aussi de ne pas assortir les aides de la République populaire de Chine à l'Afrique, de conditions politiques quelconques. Enfin, il s'agit de ne pas chercher des intérêts politiques égoïstes dans cette coopération en matière d'investissement et de financement avec l'Afrique, toujours selon la déclaration sortie par Madame Zhao Jiangping.

(Source: ABPinfos N°12375)

Les réalisations de l'ONG One Acre Fund-TUBURA à Gitega



Le 21 Juin 2021, l'ambassadeur des Etats-Unis au Burundi, Madame Mélanie Harris Higgins en compagnie des hauts cadres des Ministères de l'Intérieur et du Développement Communautaire et Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage ainsi que les autorités locales de la commune de Giheta ont effectué une visite de terrain pour découvrir les réalisations de l'ONG One Acre Fund - TUBURA à Gitega.

One Acre Fund - TUBURA est une ONG agricole qui opère au Burundi depuis 2012 dans le but de créer un impact significatif sur la vie du plus grand nombre possible d'agriculteurs ayant de petites superficies de terre, en termes de récolte, productivité et revenu. Cette organisation sert actuellement autour de 125 000 ménages répartis sur 335 collines dans les provinces de Muramvya, où se situe son siège national, Gitega, Kayanza, Mwaro et Ngozi.

Au cours de la saison 21B, Tubura a distribué 6900 tonnes d'engrais de type Fomi Imbura, Fomi Totahaza et Fomi Bagara, 11800 lampes solaires à crédit pouvant être remboursées en 6 mois.

Comme l'a indiqué Ryan Martin, Directeur de One Acre Fund - Tubura, la visite avait pour but de montrer aux invités "comment notre programme s'inscrit dans le cadre général de mise en œuvre du PND à travers son premier pilier qui est lié à l'amélioration de l'économie burundaise à travers l'investissement agricole." Durant cette visite, les invités ont pu recueillir des témoignages des membres qui bénéficient l'appui de One Acre Fund - Tubura en intrants agricoles et en formation sur les pratiques agricoles modernes sur les collines de Rwingiri et de Kirempera dans la commune de Giheta en province de Gitega.

Parmi les membres rencontrés, Baravuga Prisca, nous a fait part de son histoire " depuis que je suis membre de One Acre Fund - Tubura en 2015, ma vie

a changé. Grâce au profit de mes récoltes, j'ai pu non seulement envoyer mes enfants à l'université mais aussi construire une maison pour mon fils. Aujourd'hui, j'ai aussi pu acheter des vaches, porcs et chèvres qui me permettent d'avoir accès à du fertilisant organique."

Cela a aussi été l'occasion pour l'ONG de présenter son partenariat avec les coopératives Sangwe. En effet, One Acre Fund - Tubura travaille déjà 4 coopératives Sangwe dans la province de Gitega ce qui a permis l'accès à nos services pour 864 nouveaux cultivateurs. Avec la saison 22A, elle appuiera 20 coopératives avec le même objectif d'intensification agricole pour le développement des membres. Ces coopératives reçoivent les mêmes services que les membres de TUBURA, avec un appui supplémentaire dans le renforcement des capacités des gérants et encadrement dans la gestion financière ainsi que le développement de champs de rayonnements.



Selon le Président de la coopérative collinaire Sangwe de Kirempera "en seulement 1 saison agricole, les membres ont déjà vu un grand changement dans leur champs et l'adoption des pratiques modernes a été très rapide. Depuis que nous avons commencé à travailler avec Tubura, nous avons aussi remarqué une augmentation dans les demandes d'adhésion à notre coopérative."

Le Directeur Général de l'ANAGESSA, Evariste Manirabona, a indiqué que cette ONG devrait davantage être appuyée pour se répartir sur tout le territoire car ses axes d'intervention répondent aux besoins du pays en termes d'intensification de la production agricole pour augmenter la sécurité alimentaire.

"Je suis très content de voir l'impact de Tubura auprès des membres et je suis prêt à soutenir toutes les initiatives de ce programme dans l'expansion de sa zone d'action pour atteindre plus de cultivateurs dans d'autres communes et provinces du pays," a-t-il

indiqué.

Madame l'Ambassadeur était quant à elle ravie de voir les activités de cette ONG d'origine Américaine qui réalise un si grand impact et a été particulièrement fière du partenariat en place avec les autorités gouvernementales et locales allant jusqu'à participer à certaines pratiques agricoles comme le battage de haricots auprès des membres de la coopérative de Kiremera.

Les membres bénéficiaires des appuis de One Acre Fund - Tubura ont témoigné de l'impact positif de cet encadrement reçu qui a résulté dans l'augmentation massive du rendement agricole du haricot de la saison agricole A en cours de récolte comme l'indique, Sindaka Bernard "avec Tubura, nous disons au revoir à la pauvreté"!

(Source : One Acre Fund- Burundi)

Désormais, tous les bateaux de pêche seront immatriculés



La Direction Générale de l'Autorité Maritime, Portuaire et Ferroviaire (AMPF) a effectué lundi le 28 juin 2021, une visite de travail à la plage de pêche située au quartier Nyabutgete de la commune Muha en Mairie de Bujumbura. Le but était de sensibiliser les pêcheurs sur l'ordonnance ministérielle conjointe du Ministère en charge de l'élevage avec celui en charge des transports portant immatriculation des bateaux commerciaux, de plaisance et de pêche.

Selon Madame Marie Goreth Nizigiyimana, Directrice Administrative et Financière à l'Autorité Maritime Portuaire et Ferroviaire, chaque bateau de pêche va payer 105 dollars américains, avant le 15 août 2021. Pour les nationaux, ils vont payer l'équivalent sur le taux du jour de la Banque de la République du Burundi (BRB).

Selon Madame Marie Goreth Nizigiyimana, cette mesure d'immatriculation des bateaux est applicable à

tous les bateaux de pêche, à titre égal dans les eaux navigables du Burundi, que ce soit sur les lacs du Nord ou sur le Lac Tanganyika.

Les tarifs pour les bateaux de pêche sont: inscription au registre civil 10\$, inscription du nom 5\$, certificat d'immatriculation 20\$, titre de propriété 10\$, certificat de jaugeage 20\$, certificat de navigabilité 20\$, licence de navigation 20\$.

Chaque bateau de pêche doit présenter un nombre de gilets de sauvetage proportionnel au nombre d'employés sur le bateau avant de recevoir tous documents ci-haut cités. Seule la licence de navigation est renouvelable chaque année, le certificat de navigabilité tous les 5ans et les autres documents sont définitifs.

Chaque propriétaire du bateau de pêche doit payer les contrats d'engagement à ses employés conformément à l'article n°14 de l'ordonnance ministérielle conjointe N°720/ 540/ 058/ 2018 du 23/01/2018. Cette redevance s'élève à 2.2 dollars américains pour chaque employé.

(Source: www.rtnb.bi)

Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement

Direction de la Communication

www.mae.gov.bi

Twitter: @MAEBurundi